

Les civils ne peuvent toujours pas circuler librement, car les forces armées exigent, de façon plutôt arbitraire, qu'ils présentent un laissez-passer pour aller se promener à la campagne et refusent souvent de les laisser passer même quand ils sont munis des documents voulus. Il existe, au Salvador, tout un éventail d'organisations syndicales et sociales, dont certains groupes d'extrême-gauche qui ont des liens avec le FMLN. Ces groupements agissent au grand jour et se font agressifs, bien que leurs membres, cibles de prédilection, soient souvent pris en détention et, dans certains cas, disparaissent tout simplement. La législation du travail rend pratiquement impossible toute grève légale. Le gouvernement est en train de réviser son code du travail.

#### LA POSITION DU CANADA

Le gouvernement du Canada ne cesse de s'inquiéter profondément de la situation des droits de la personne au Salvador; il a demandé au gouvernement de ce pays de respecter l'engagement qu'il a pris de les protéger.

Les représentants du Canada, que notre ambassade du Guatemala a accrédités, se rendent souvent et régulièrement au Salvador et y ont établi des contacts étroits avec les Églises, les associations des droits de la personne et les organisations non gouvernementales. Dans les discussions que nous avons avec le gouvernement, nous lui réitérons les inquiétudes que nous cause la situation des droits de la personne au Salvador et nous lui présentons d'urgentes représentations eu égard à certains cas particuliers. Nous avons également insisté auprès du gouvernement du Salvador pour qu'il s'efforce, dans toute la mesure du possible, de traduire en justice les auteurs d'atrocités, comme ceux qui ont assassiné les jésuites et leurs domestiques en novembre dernier.

Nous avons entretenu jusqu'ici des contacts étroits et réguliers avec tous les belligérants et nous les encourageons à retrouver le chemin de la paix et de la justice sociale. Nous sommes disposés à prendre en considération toute forme d'appui que nous puissions accorder aux Nations Unies pour les aider à mener les négociations de paix au Salvador.

Le Canada a appuyé pleinement les résolutions des Nations Unies et de l'OEA sur la situation des droits de la personne au Salvador, et celles qui demandent le règlement du conflit par la voie des négociations.

NOTA : Le présent texte ne traite pas des négociations de paix; il sera mis à jour au moment des consultations.